



Luxembourg, le 13 février 2020

Communiqué de presse

Au nom de la concurrence et du profit – la Spuerkeess ferme 11 filiales.

C'est un nouveau coup dur à encaisser pour les usagers et les employé.e.s : la Spuerkeess se débarrasse de 11 filiales à travers le Luxembourg. déi Lénk condamne ces fermetures qui privent de nombreuses personnes d'un service de proximité essentiel. En effet, rien ne justifie une telle décision de la direction de la BCEE, surtout lorsque la banque est en pleine forme financière.

L'extension urbaine, la croissance de la population, les impératifs écologiques, réclament davantage de services de proximité, plutôt que leur liquidation. Les usagers des agences bancaires n'ont pas besoin d'agences robotisées au décor dernier-cri, mais des agences accessibles, où travaillent suffisamment de personnes pour prendre en charge leurs demandes et répondre à leurs besoins. Le contact direct avec le client apporte aussi une qualité supplémentaire au travail du guichetier.

La fermeture des agences bancaires dans les villages et les périphéries contribue à l'isolement social de leur habitant.e.s et notamment des personnes du troisième âge. La liquidation des 11 filiales de la Spuerkeess ne se fait donc pas au nom de la modernité et du changement des habitudes et des besoins des usagers, comme le prétend la direction de la banque, mais bien au nom du profit à tout prix et du laisser-faire par l'Etat.

Déjà l'introduction par le gouvernement des frais bancaires sur les opérations de base avait taxé injustement les usagers ne sachant pas se servir des services bancaires en ligne et ne pouvant pas investir leur petite monnaie dans des produits financiers haut de gamme. Cette mesure a certainement contribué à la dégradation des services et la fragilisation des agences bancaires locales au détriment des conditions de travail des employé.e.s.

déi Lénk s'est fermement opposé à la tarification des opérations bancaires de base, tout comme l'Union des Consommateurs et plus de 4500 citoyen.n.es ayant souscrit à une pétition pour la gratuité de ces services. Le ministre des Finances qui agit en bon ami de la Finance n'en tient guère compte. Selon lui l'Etat n'a pas à se mêler des affaires des banques. Pourtant, la Spuerkeess appartient à 100 % à l'Etat. Avec la fermeture des 11 agences de la BCEE, l'Etat se fait complice d'une politique économique qui soumet les intérêts des gens aux intérêts de la Finance.